

De l'usage stratégique des récits en Océanie : quand famille et politique étrangère ne font plus bon ménage

Elise Barandon | 13 mars 2024 | ARTICLES | 



L'expression intrigue à bien des égards. Que fait le terme même de « famille » dans le titre d'un article sur les questions internationales ? L'intime pourrait-il être lié à la politique étrangère ? Depuis les années 2000, les différents gouvernements australiens comme néo-zélandais n'ont cessé d'enraciner leurs politiques envers les États insulaires océaniques dans le récit de la « famille du Pacifique ». Ce dernier était d'ailleurs très présent ces dernières semaines dans les discours et dans la presse régionale, avec la récente reconnaissance diplomatique par Nauru de la République populaire de Chine (RPC), ou la signature d'un accord de sécurité bilatéral entre Canberra et Port-Moresby. Séduisant au premier abord, ce discours s'est finalement révélé ambivalent. En effet, ces constructions narratives ne sont pas « [uniquement des illusions à déconstruire](#) » : elles engagent des jeux de pouvoir, des tentatives de (re)définition de l'espace, et des dynamiques complexes en termes de politique étrangère. Comment l'expression de la « famille du Pacifique » a-t-elle pu passer d'un discours régional fédérateur, socle et justification de multiples politiques étrangères régionales, à une expression désavouée par les États insulaires océaniques ? Pour reprendre un dicton que nous connaissons tous, il semblerait qu'il soit grand temps de « laver son linge sale en famille ». Nous proposons ici de revenir sur les origines du récit de la famille du Pacifique pour mieux révéler les anxiétés et tentatives de manipulation stratégique qu'il dissimulerait, afin de s'intéresser à son alternative plus alignée sur les valeurs des États insulaires océaniques : celle du Pacifique bleu, proposant une autre vision de l'ordre régional. Ce discours rebat les cartes du jeu diplomatique, en conférant aux États insulaires un effet de levier supplémentaire dans leurs politiques étrangères, pour faire face aux jous tutélaires des « sphères d'influence » des puissances régionales.

Faire la famille du Pacifique, un processus « d'affectisation » des politiques étrangères

Établir la parenté du récit au niveau institutionnel...

Bien que son utilisation se soit accentuée ces dernières années, l'expression n'est en réalité pas nouvelle. En effet, les peuples

océaniens eux-mêmes, particulièrement en Mélanésie, de par une histoire, une géographie, et des aspects ethniques communs, se sont toujours revendiqués « frères » les uns et des autres. Les références à la famille et ses métaphores ne sont donc pas une invention australienne ou néo-zélandaise, mais ce sont bien ces deux pays qui ont développé et promu ce discours à des fins stratégiques.

Dès 2000, le Forum des Îles du Pacifique (FIP, créé en 1971 et principale instance de gouvernance régionale), avait « officialisé » l'usage de ce terme dans sa [Déclaration de Biketawa](#), qui cadrait pour la première fois au niveau régional les mécanismes de coordination en cas de crises et l'adoption de mesures de sécurité collective. Tout en se fondant sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun, la déclaration attestait : *"in time of crisis or in response to members' request for assistance, (...) action [is] to be taken on the basis of all members of the Forum being part of the Pacific Islands extended family"*.

Le lien entre « sécurité » et « famille » était ainsi tout trouvé et (quasiment *de jure*) établi tant au niveau régional qu'institutionnel, lui garantissant implicitement une certaine légitimité. Dès lors, divers chefs de gouvernements, notamment australiens et néo-zélandais, libéraux ou travaillistes, ont repris l'expression. Kevin Rudd (Premier ministre australien de 2006 à 2013) fut un des premiers à en faire usage dans ses déclarations, d'abord par une vague référence à « [une famille de nations](#) » pour ensuite évoquer plus clairement une « [famille du Pacifique](#) » en 2009, après le passage d'un tsunami aux Samoa et aux Tonga ayant provoqué un tremblement de terre.

Pour autant, c'est véritablement Scott Morrison (Premier ministre australien de 2018 à 2022, représentant du Parti libéral) qui, quelques années plus tard, a fait de la famille du Pacifique un instrument rhétorique et un effet de levier de la politique étrangère australienne. L'expression fut notamment utilisée en novembre 2018, afin de justifier une « [nouvelle ère](#) » dans les relations diplomatiques et économiques entre l'Australie et les États océaniques. Un an plus tard, lors du sommet du G20 à Osaka, M. Morrison avait justifié la stratégie indopacifique de son pays énonçant que cet espace « [embraces our Pacific family](#), with whom we have special relationships and duties, our close neighbours, our major trading partners, our alliance partners, and the world's fastest-growing economies ». Cette dernière déclaration n'est pas dénuée d'intérêt, puisqu'elle nous permet d'analyser les valeurs sur lesquelles se base ce fameux concept de famille du Pacifique.

...Pour mieux l'enraciner dans les pratiques et esprits

En effet, c'est bien ses valeurs et ressorts implicites qui en font toute la puissance. Marque identitaire, symbole d'un passé, d'un présent et d'un futur commun, elle évoque une logique de club, d'un format restreint lié par des aspects culturels, ethniques et politiques forts. Tout particulièrement, Wellington suggère ses liens « naturels » avec les nations insulaires océaniques dans les trois sous-groupes régionaux (Mélanésie, Micronésie et Polynésie), par la présence des « [Pasifika](#) », [terme relativement vague](#) désignant des descendants et la diaspora des pays insulaires installés en Nouvelle-Zélande. Dans ce cadre, de nombreux habitants des îles du Pacifique ont des rapports étroits avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par le biais de l'éducation et de leurs familles, depuis une époque précédant les processus d'indépendance.

Famille, cosmologie et politique étrangère s'entremêlent ici, les peuples du Pacifique reconnaissant le rôle des ancêtres en tant qu'acteurs politiques dans le présent et se concentrant sur les obligations envers les générations futures. On peut ainsi y lire l'importance des [relations personnelles](#) dans les [relations internationales](#), bien que non officiellement codifiées. Elles seraient ici une [extension des valeurs traditionnelles de la « vie villageoise »](#), telles que l'hospitalité, la générosité et la réciprocité. La famille du Pacifique se base dès lors sur des notions de solidarité et d'interdépendance, dans lesquelles la confiance et l'amitié apparaissent primordiales. En 2022, une [déclaration commune](#) sur les Îles Salomon publiée par le ministre australien des Affaires étrangères incarnait un véritable « signalement discursif », puisqu'elle comportait [cinq références](#) à la famille du Pacifique – sur un discours de 417 mots, avec laquelle Canberra se tient « côte à côte [...] dans les bons et les mauvais moments ». Autre illustration tout à fait paradigmatique, le gouvernement australien faisait d'ailleurs [officiellement référence](#) à une liste de valeurs et principes dans le cadre de son partenariat *Vuvala* avec les Fidji, établi en 2019. Un choix sémantique par ailleurs très pertinent, puisqu'en langue fidjienne, *vuvala* signifie... famille. Dès lors, c'est presque une « intimité stratégique » qui s'installerait entre les nations océaniques, à *minima* une « relation spéciale ». La construction narrative de la famille du Pacifique accompagne donc au développement de cette « communauté » politique.

Ces valeurs étant fortement ancrées dans les mœurs régionales, elles sont devenues une réalité qui apparaît désormais peu négociable. Selon [Valérie Rosoux](#), « croyances, valeurs, et identités ne sont pas le fruit d'un compromis. Elles sont par nature non divisibles et peu susceptibles d'être modifiées à l'issue d'une quelconque tractation ». D'autant plus que le terme lui-même s'enracine au niveau géographique, lui conférant un argument d'autorité supplémentaire. Le récit de la famille du Pacifique est en effet une [écriture de l'espace](#) telle que pensée par Georoid O'Tuathail. Elle permet d'établir une distinction additionnelle entre

« eux » et « nous », entre la communauté océanienne et les puissances étrangères originellement « extérieures », telles que les États-Unis ou, tout particulièrement, la RPC, sur laquelle nous reviendrons plus bas. Le discours de la famille du Pacifique devient ainsi indissociable d'une [dynamique liant géographie et pouvoir](#), permettant, selon [Arif Dirlik](#), de découvrir alors « les prémisses idéologiques qui sous-tendent la représentation spatiale ». Presque un « entrisme » conceptuel, la famille du Pacifique est une construction aussi bien rhétorique, politique et identitaire qui traduit une forte volonté de coopération, ou a minima d'engagement mutuel, et s'insère dans une communauté de valeurs et un groupe aux intérêts communs (*like-minded partners*) – ceci tout en se distinguant de la conception américaine du terme. Ainsi, les puissances de la zone, partenaires traditionnels, et les nations insulaires océaniques travailleraient « en famille » à l'édification de la coopération régionale, ayant des intérêts et perceptions similaires sur les grands enjeux qui les concernent. Penny Wong, actuelle ministre des Affaires étrangères australienne, reconnaissait d'ailleurs un « [lien de parenté](#) » avec les nations insulaires.

Wellington et Canberra n'hésitent donc pas à se positionner comme les grands frères (voire les pères ?) de ces dernières, comme elles l'avaient déjà fait [entre 1966 et 1996, lors des 193 essais nucléaires atmosphériques et souterrains](#) menés par la France dans la zone, ou encore lors de l'opération d'assistance aux îles Salomon (RAMSI), de 2003 à 2017, désignée un temps par Manasseh Sogavare comme « [néocolonialiste](#) » : Canberra y aurait assumé la responsabilité de la sécurité d'un autre État. Le [traité Falepili](#) récemment conclu entre l'Australie et les Tuvalu peut être analysé grâce à cette même grille de lecture, puisqu'il reconnaît officiellement « *the traditional values of good neighbourliness, duty of care and mutual respect* ». Canberra s'érige en véritable « foyer » de la famille du Pacifique en lui proposant assistance et sécurité face aux risques existentiels provoqués par le changement climatique, tout en conservant des [avantages stratégiques](#) certains : en contrepartie, Tuvalu devra en effet s'accorder avec l'Australie sur tout partenariat de sécurité et de défense qu'il déciderait de conclure avec un autre État (cf. Article 4)...

Ainsi, ce concept même de famille du Pacifique a été transformé en récit et outil rhétorique par les dirigeants australiens et néo-zélandais, et est au cœur de leurs stratégies respectives de « [Pacific Step-Up](#) » et « [Pacific Reset](#) ». Il permet plus largement de mettre en exergue les processus « d'affectisation » à l'œuvre dans la constitution des politiques étrangères (ou « [une reconfiguration affinitaire des communautés](#) »), si l'on se base sur la [définition aristotélicienne de la « storgē »](#), l'un des six types d'affects identifiés par le philosophe dans son ouvrage *l'Éthique à Nicomaque*. Pour autant, la famille reste un espace paradoxal sous tension, où se chevauchent et s'entrecroisent fréquemment l'individu et le groupe, la séparation et le vivre-ensemble. « La famille, ce havre de sécurité, est en même temps un lieu de violence extrême », estimait [Boris Cyrulnik](#). Le terme de famille du Pacifique est teinté d'ambivalence et n'a pas échappé aux critiques des États insulaires océaniques.

Des anxiétés sécuritaires à la manipulation stratégique : s'émanciper des ascendances

Un instrument rhétorique contre l'influence chinoise

Le récit de la famille du Pacifique paraissait séduisant au premier abord et profondément altruiste, mais une deuxième lecture permet d'en révéler son caractère moins innocent. Même si un réel réengagement des puissances traditionnelles de la zone a émergé ces dernières années au bénéfice des îles du Pacifique, l'une des motivations implicites de ces puissances était de répondre à leurs anxiétés sécuritaires face à la Chine. En proposant un lexique relatif au foyer, à la protection et à la sécurité, les puissances occidentales traditionnelles tentent d'exclure la Chine et de faire comprendre à Pékin qu'elle ne pourra jamais disposer d'une relation d'une telle proximité avec les États océaniques. Penny Wong l'avait explicitement fait comprendre en [déclarant](#) en 2022 que la « *Pacific security should be provided by the Pacific family* ». Un [discours similaire](#) avait ensuite été tenu par Carmel Sepuloni, vice-Première ministre néo-zélandaise, qui avait estimé que les nations insulaires du Pacifique étaient bien entendu libres de nouer des relations avec les pays de leur choix, tout en ajoutant néanmoins que ces décisions auraient un impact sur la famille du Pacifique : « *we need to be talking really closely all of the time to ensure that the wider family is a consideration in the decisions that are made* ».

La référence à la famille du Pacifique est ainsi une source de [sécurité ontologique](#), car la métaphore du foyer est supposée s'apparenter à un lieu de « confort » vers lequel les Océaniques se dirigeraient pour obtenir cette sécurité et où ils feraient l'expérience de relations de confiance, d'égal à égal. Ce discours est ainsi [intentionnellement affectif](#) et cherche à maintenir le lien privilégié dont dispose les partenaires traditionnels pour conserver leur sphère d'influence, à l'heure où ces dernières sont remises en cause par la diversification des partenariats établis par les États insulaires. Faisant traditionnellement partie de la sphère d'influence de l'Occident, les îles du Pacifique sont devenues un [espace contesté](#) ces dernières années.

La « [panique géopolitique](#) » que les activités et partenariats chinois conclus avec les États insulaires ont provoqué à Canberra, Wellington et Washington n'est pas vue d'un très bon œil par les États océaniques. À ce titre, les Îles Salomon avaient critiqué la réouverture de l'ambassade des États-Unis à Honiara, après 29 ans de fermeture, juste après que le pays avait conclu un [accord](#)

sécuritaire controversé avec Pékin. Le discours de la famille du Pacifique vient ainsi contrer le récit, entre autre chinois, du « Global South » et son influence dans ce que Canberra considère comme son pré-carré, pour mieux le tenir à distance, dans une perspective d'équilibre de la menace. Le discours intervient donc directement dans la construction des rapports de force internationaux en instaurant une dichotomie entre les puissances traditionnelles, *de facto* légitimes, et celles extérieures, considérées comme contestataires. C'est donc un projet géopolitique discursif et pratique, sous entendant que des liens « familiaux » aussi forts et authentiques entre l'Australie et les îles du Pacifique auraient très peu de chances de se développer entre les États insulaires et la Chine. Le message adressé à celle-ci est donc on ne peut plus clair : il s'agit d'une seule région, d'un seul avenir et d'une seule famille, à laquelle la Chine ne pourrait faire partie. Bien que la présence de Pékin dans la région ne soit pas nouvelle : la Chine avait, dès 2003, renforcé ses liens diplomatiques avec le FIP, et augmenté l'aide économique associée à cette organisation. Pékin a également embrassé les références à la famille dans ses adresses officielles envers les nations insulaires océaniques, ses « frères » et « amis », particulièrement répétées lors des livraisons d'aide humanitaire, notamment au Vanuatu en mars 2023.

Un mécanisme de pouvoir et de contrôle

De plus, ce projet tant discursif que tellurique est également vu comme une tentative d'enfermer les États océaniques par le biais d'une « stratégie de domestication » en renforçant l'asymétrie, voire la hiérarchie régionale. Tantôt perçu comme teinté de néocolonialisme et imprégné de condescendance, le récit gommerait toute altérité et particularisme national et imposerait également un contrôle tant moral, qu'émotionnel et politique. L'Australie et la Nouvelle-Zélande n'avaient d'ailleurs pas hésité à sanctionner les Fidji au lendemain du putsch de décembre 2006, jusqu'en 2014. La création par Suva du Forum pour le développement des îles du Pacifique (FDIP) en 2013 fut ostensiblement une tentative d'exclusion de Canberra et Wellington, qui n'en sont pas membres, comme une mesure de rétorsion face à ces sanctions. Aussi, Fidji avait entamé une politique étrangère dite « *Look North* », qui l'avait amenée à consolider ses liens avec la RPC.

Joanne Wallis estime que la famille du Pacifique est en réalité idéalisée, naïve, et empêchant tout principe de justice entre ses membres. L'Australie et la Nouvelle-Zélande chercheraient à paraître moins « menaçantes » dans leurs actions envers les États insulaires, tout en les privant d'établir des liens affectifs avec d'autres nations qui se substitueraient alors à ceux existants. Par ailleurs, ceci viendrait justifier une ère de « nouvel interventionnisme », notamment au regard des politiques d'aide au développement. En faisant usage de la métaphore familiale, les gouvernements australiens et néo-zélandais considèrent les pays insulaires en développement comme leur pré-carré, puisqu'ils forment une seule et même famille. Les deux pays y sont alors impliqués de droit et de façon naturelle, et non parce qu'ils auraient un intérêt stratégique à le faire. Faire partie de la famille, à bien des égards, serait servir le bien commun avant son intérêt personnel, et édulcorer par-là la logique assurantielle, quoique rationnelle, la sous-tendant.

Toutefois, des résonances fortement paternalistes y sont associées : le champ lexical même de la famille implique des liens verticaux, une hiérarchie générationnelle et une responsabilité des plus grands. Par exemple, le parti travailliste avait élaboré un plan en dix points intitulé « *Plan to Build a Stronger Pacific Family* » afin de « regagner la position de partenaire de choix dans le Pacifique ». Néanmoins, les pays de la région ne veulent pas que l'Australie « regagne » le rôle qu'elle occupait auparavant – ils souhaiteraient plutôt que l'Australie accepte que son rôle ait changé, et qu'elle ajuste en conséquence ses actes et ses aides. Manasseh Sogavare, Premier ministre des Îles Salomon, avait déclaré que les États insulaires étaient traités comme des « enfants de maternelle » qui auraient « besoin d'être surveillés ». Cela fait également perdurer l'idée, tout à fait erronée, selon laquelle les États océaniques seraient faibles et hors du système international : Nauru, Tuvalu, Palau, la République des Îles Marshall, Tonga ou Vanuatu comptent parmi les plus petits pays du monde. Or, et même si la littérature sur les « petits États » s'est considérablement développée depuis 1991, une relative marginalisation subsiste dans les milieux universitaires, où une attention moindre est accordée à ces États moins puissants sur le plan matériel, bien qu'ils s'attaquent avec succès à l'asymétrie de puissance. L'absence de capacités significatives en matière de *hard power* n'implique pas systématiquement une incapacité à projeter de la puissance et de l'influence. Petitesse ne signifie pas automatiquement faiblesse. Les pays insulaires océaniques ne sont pas seulement des objets de la compétition stratégique, mais se relèvent également être des agents des relations internationales, notamment au regard du changement climatique. Le Vanuatu ambitionne notamment de se positionner comme une puissance normative à ce sujet auprès de l'Assemblée générale des Nations unies, étant à l'origine d'une résolution demandant à la Cour internationale de Justice de se prononcer sur la responsabilité des États au regard de la lutte contre le changement climatique.

Les critiques se sont faites d'autant plus grandes au sujet du changement climatique, thématique sécuritaire prioritaire aux yeux des États océaniques selon la Déclaration de Boe (2018). Les dissensions existantes entre ces derniers et l'Australie concernent tout particulièrement le soutien opiniâtre du gouvernement d'Anthony Albanese à l'industrie du charbon. En 2019, un article de Tarcisius Kabutaulaka et Katerina Teaiwa révélait que ces visions antagonistes avaient mis en évidence le fossé de

compréhension entre ce que le gouvernement australien et les États insulaires entendaient par « famille » : « *kinship comes with important expectations, values and responsibilities. In the Pacific, relatives can make serious requests of each other, and it's a major cultural faux pas to say no [...]* [And] *Australia's said a big no here* ». Comme l'avait très bien écrit Patricia Wentworth dans *Au douzième coup de minuit* (1993), « la famille est une force qui cesse de l'être quand quelqu'un l'a trahie ».

Laver son linge sale en famille ? De la famille du Pacifique au Pacifique bleu

Dépasser les logiques de blocs, ou la nécessité d'adopter une vision centrée sur les îles

Ces critiques seraient peut-être l'opportunité de repenser les grands récits stratégiques cohabitant en Océanie. Bien qu'il soit temps pour l'Australie de repenser son approche au sujet du récit de la famille du Pacifique, il est intéressant d'examiner les visions et discours alternatifs qui existent dans la région, afin de re-calibrer les analyses faites sur l'Océanie. En effet, ces dernières sont malheureusement bien trop souvent évaluées sous le coup du « [sensationalisme et de l'exacerbation de la menace](#) » chinoise, en vue « d'attirer l'attention ». Partant de cet état de fait, Sasha Davis appelait en 2020 à conserver une approche centrée sur les îles et tournée vers les puissances environnantes, plutôt que l'inverse. De manière simpliste, certains cherchent une « [ligne](#) » dans le Pacifique où commencerait la sphère d'influence d'une puissance extérieure et où s'arrêterait celle d'une autre. Or, l'implication de la Chine dans la vie des îles du Pacifique est une influence supplémentaire, et non un [remplacement](#).

En effet, il n'existerait pas présentement de logique de [blocs](#) dans le Pacifique, mais une diversification des partenariats qui n'est d'ailleurs pas nouvelle. Si l'on suit la « [théorie de l'agencement](#) » (*assemblage theory*) conceptualisée par Gilles Deleuze et Felix Guattari, l'interconnexion avec un agencement/assemblage n'exclut pas les connexions simultanées avec d'autres. Compte tenu de cette définition, il apparaît que la plupart des États océaniques font ainsi partie de plusieurs assemblages: « [using a relational perspective that views influence in island spaces according to the logic of 'and, and, and...' as opposed to 'either/or' undercuts the erroneous assumption that a particular island or island state is either aligned with one country or another](#) ». Bien des États insulaires se réclament d'ailleurs être les « amis de tous, ennemis de personne », et de « fiers membres » du Mouvement des non-alignés, Fidji, Vanuatu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en tête.

Afin de mieux appréhender ces dynamiques à l'œuvre, adopter un point de vue insulaire apparaît primordial. Opter pour une perspective qui considère les États insulaires comme relevant entièrement d'une sphère d'influence ou d'une autre est à la fois inexact d'un point de vue analytique comme exposé précédemment, mais néglige surtout l'action et l'*agency* de ces États qui s'engagent dans de multiples réseaux et partenariats, autant économiques que sécuritaires. Les débats qui s'articulent autour d'une « Chine révisionniste » et d'un « Occident déclinant » sont « coincés dans un [mode anachronique de logique dualiste](#) où l'influence dans les espaces insulaires est dépeinte comme un jeu à somme nulle de rivalité impériale ». Les États océaniques nous invitent ainsi à élargir nos horizons théoriques et empiriques, et repenser les théories traditionnelles des relations internationales. Malgré cela, l'existence et la puissance des grands récits ne se trouvent pas toujours affectées par leur [opposition](#). Il conviendrait dès lors de s'intéresser aux tentatives multiples des États océaniques de se rassembler et de défendre leurs identités, chose entamée notamment grâce à la création d'un récit alternatif, celui du Pacifique bleu.

Le récit du « Pacifique bleu », une grande alternative et un effet de levier pour les politiques étrangères océaniques

Le terme de Pacifique bleu, qui avait déjà l'objet [d'un article](#) sur Le Rubicon en juin 2023 de manière assez large, semble s'imposer graduellement dans les discours et se traduire concrètement dans les politiques étrangères, tant des pays insulaires qui en sont les instigateurs, que des puissances extérieures qui l'ont rapidement approprié. Appréhender la région sous le prisme du Pacifique bleu, c'est adopter un discours plus neutre et inclusif, basé sur des valeurs plus humanistes et culturellement pertinentes qui vient centrer le regard sur les États insulaires. [Conceptualisé en 2017](#) lors de la réunion des dirigeants du FIP à Apia (Samoa), le récit stratégique du Pacifique bleu vise globalement à renforcer l'affirmation de la souveraineté et de l'autonomie (aussi bien fonctionnelle que stratégique) des nations insulaires pour « choisir leur propre destin », et par extension logique, leurs principaux partenaires sécuritaires et donateurs d'aide au développement. Bien qu'une analyse lexicométrique plus poussée s'avérerait précieuse, on peut facilement constater en étudiant les documents officiels du FIP que le récit du Pacifique bleu s'articule autour du consensus, de la résilience, et d'un concept de [paix](#) propre aux États insulaires.

Le Pacifique bleu a été officiellement consacré comme récit stratégique lorsqu'il a été érigé en véritable principe directeur de la « [2050 Strategy for the Blue Pacific Continent](#) », adoptée par le FIP en 2022. Il s'insère dès lors dans une tendance plus grande connue sous le nom de « [New Pacific Diplomacy](#) », et n'est pas simplement un outil de persuasion, ou un simple idéal-type. Il se traduit par des actions concrètes, particulièrement au niveau des politiques et actions [climatiques](#). Le succès de ce discours vient ainsi démontrer [comment des États matériellement moins puissants peuvent réussir à tirer parti de la compétition](#)

[stratégique](#) et utiliser l'action rhétorique pour influencer des partenaires plus puissants matériellement, et mieux promouvoir leurs intérêts et leurs priorités. Jusqu'à présent, la référence au Pacifique bleu a réussi à renforcer la [solidarité](#) entre les États insulaires malgré des [contentieux récents](#), et à modifier l'image dominante d'une région appréhendée comme petite, dépendante et vulnérable. Plus significatif encore, ce récit stratégique s'est imposé comme une voie pour les acteurs océaniques de construire une signification partagée du passé, du présent et de l'avenir afin de [façonner le comportement d'autres acteurs](#). Puisque pensé comme inclusif, le terme de Pacifique bleu a été repris tant par les États-Unis (*Blue Pacific Act* et *Partners in the Blue Pacific Initiative*), le Japon, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande – qui tentent, soit dit en passant, de se le réapproprié par ces biais. A ce jour, la Chine n'a pas (encore) repris l'expression, se concentrant toujours sur celui associé aux Nouvelles routes de la soie et de la coopération Sud-Sud. En outre, le grand récit du Pacifique bleu permet également de sanctionner ceux qui, bien qu'ayant « prêté allégeance » au narratif, dévièrent des règles, codes de conduite et comportements attendus associés aux valeurs préétablies.

Comme pour celui de la Famille du Pacifique, le Pacifique bleu répond à une réalité géographique, celle d'un continent bleu. C'est aussi une « [anticipatory geography](#) » lui conférant pertinence et légitimité. Ceci traduit ainsi un potentiel de reconfiguration des espaces et des identités, pour incarner la vision d'avenir de l'Océanie et se départir du joug tutélaire d'autres nations. Le terme même de Pacifique bleu est d'ailleurs bien plus chéri par les États insulaires que celui de famille du Pacifique, puisqu'il fait échos au très célèbre essai d'Epeli Hau'ofa publié en 1994 et intitulé « [Our sea of islands](#) ». En mettant en avant la perspective océanique des Océaniques et l'idée implicite d'un [ordre spatial basé sur les mers](#), l'auteure expose le lien entre pouvoir, identité et culture maritime. Les États insulaires ne se résument pas à des espaces interstitiels: « *there is a world of difference between viewing the Pacific as 'islands in a far sea' and as 'a sea of islands'. The first emphasizes dry surfaces in a vast ocean far from the centers of power (...) The second is a more holistic perspective in which things are seen in the totality of their relationships* ».

*

* *

Le temps serait peut-être venu pour les grandes puissances régionales de s'aligner sur les valeurs promues par le récit du Pacifique bleu plutôt que sur celles de la famille du Pacifique, plus contrastées. « Faire famille » peut être réalisé de multiples façons. Les États océaniques le démontrent bien, s'insérant, selon une logique utilitariste et tout à fait rationnelle, dans plusieurs réseaux, communautés, et allégeances régionales afin de maximiser leurs intérêts.

Sans prendre le risque de les essentialiser ou d'en faire une appropriation culturelle, comprendre les dynamiques originelles du Pacifique bleu est primordial pour éviter les faux-pas diplomatiques et s'assurer crédibilité dans la région. L'actualisation de la [stratégie](#) française en Indopacifique devrait les prendre en compte, tout comme la stratégie [européenne](#). L'exemple de l'Inde est à ce titre intéressant, puisque lors de l'*India-Pacific Island Countries summit* (FIPIIC) en [2023](#) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le président indien Narendra Modi n'avait pas repris directement le terme de Pacifique bleu dans ses remarques formelles. Il avait en revanche [insisté](#) sur le fait que les États insulaires étaient en réalité des « grands pays océaniques », reliées à l'Inde via un « vaste océan », idée centrale qui forge le Pacifique bleu. Le président indien aurait ainsi témoigné de son [respect](#) pour leurs valeurs culturelles et savoirs traditionnels océaniques.

Toutefois, [cultiver, peut-être à excès, la spécificité insulaire](#) serait-il dangereux et contreproductif ? « *Conquerors come, conquerors go, the ocean remains* » [...] [We are the sea](#), we are the ocean, we must wake up to this ancient truth and together use it to overturn all hegemonic views that aim ultimately to confine us again ». Selon François Taglioni, cette propension de mise en avant de l'insularité pourrait représenter un risque de « survalorisation » pour les États océaniques : n'y aurait-il pas là le « risque d'activer la dialectique ouverture/fermeture des petits espaces insulaires au profit d'un repli identitaire voire d'attitudes passéistes ? » Nous laissons l'honneur au lecteur de se faire son propre avis sur la question.

Crédits photo : [Regional Assistance Mission to Solomon Islands Images](#)

— • — — • — — • •

Elise Barandon

Elise Barandon est diplômée de Sciences Po Bordeaux. Avant de rejoindre Le Rubicon en décembre 2023 en tant que co-éditrice, Elise a eu plusieurs expériences au ministère des Armées en tant qu'analyste, notamment en Nouvelle-Calédonie, et a ensuite rejoint la Marine nationale en qualité d'officier aspirant où elle a notamment été déployée une nouvelle fois en Océanie. Elle est désormais officier de réserve à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie.

Comment citer cette publication

Elise Barandon, « De l'usage stratégique des récits en Océanie : quand famille et politique étrangère ne font plus bon ménage », *Le Rubicon*, vol. 4, 13 mars 2024
[<https://lerubicon.org/de-lusage-strategique-des-recits-en-oceanie-quand-famille-et-politique-etrangere-ne-font-plus-bon-menage/>].